

Nous aurons l'occasion sur ce site de revenir sur l'histoire du génocide contre les Tutsis, sur la situation actuelle du Peuple Rwandais et sur l'attitude de la France avant, pendant et après ce génocide. Hervé Féron était l'invité de l'EGAM –mouvement antiraciste européen, dans le cadre de l'initiative « *Génocide contre les Tutsis : la vérité, maintenant !* ».

Hervé Féron a donc participé à Kigali aux commémorations du génocide contre les Tutsis au Rwanda qui a fait plus d'1 million de victimes entre avril et juillet 1994. Cette délégation formée par l'EGAM a réuni la jeunesse associative, politique et syndicale européenne, française et rwandaise, ainsi que des députés européens et un député français, Hervé Féron. Il s'agissait de rendre hommage aux victimes du génocide, de connaître et reconnaître l'histoire dramatique du Rwanda ainsi que sa situation actuelle pour sensibiliser la France à la vraie histoire, celle qu'on ne lui a jamais racontée. Il se pose aujourd'hui la question de la reconnaissance de la responsabilité de certains hauts représentants de l'appareil d'Etat, notamment dans leur collaboration avec le régime génocidaire, avant, pendant et après le génocide.

Alors que l'émotion était grande au Rwanda, pour ce 22eme anniversaire, les déclarations d'Alain Juppé, par tweet ont été reçues comme un manque de respect incroyable. Celui-ci a déclaré « faire procès à la France de porter une part de responsabilité dans le génocide au Rwanda est une honte et une falsification historique ». Monsieur Juppé est certainement gêné puisqu'il était Ministre des Affaires étrangères à l'époque, mais on pourrait attendre un peu plus de considération pour les victimes et les familles de victimes en période de commémoration. Quant à la responsabilité de certains représentants de l'Etat français, il serait bon de commencer par ouvrir les archives pour que le travail vers la vérité puisse s'organiser. La déclassification des archives a été annoncée en 2015 mais cela a été de la poudre aux yeux : quelques dizaines de papiers sans intérêt qui ne permettent pas l'investigation. On attend toujours que puisse se dérouler le procès de génocidaires habitants en France aujourd'hui.

La cérémonie de cette année en présence du Président de la République Rwandaise, a été marquée par l'émotion de l'allumage de la flamme de l'espoir qui brûlera pendant les 100 jours de deuil national, et par le discours d'accueil Jean-Damascène Bizimana (historien, président de la commission nationale de lutte contre les génocides) qui a rappelé que les commémorations de cette année mettent au premier plan la lutte contre le négationnisme et a remercié l'EGAM pour sa présence.

Un grand moment d'émotion a été aussi, la rencontre de l'association des étudiants rescapés du génocide. Discussions très constructives mais bouleversantes car la douleur est omniprésente.



L'association des étudiants rescapés du génocide

Hervé Féron et la délégation ont été accueillis au Sénat puis au Ministère des Affaires étrangères. Il s'est entretenu avec Madame la Ministre des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, lors d'un déjeuner avec également Patrick de Saint Exupéry, journaliste et Benjamin Abtan président de l'EGAM. Ce déjeuner a eu lieu à l'Hôtel des Mille Collines tristement célèbre puisque c'est l'hôtel du film « hotel Rwanda ».



Pendant le génocide 3000 Tutsis se sont réfugiés dans cet hôtel, dont une grande partie ont pu être rescapés du génocide.

Une tribune cosignée par l'EGAM, des parlementaires, chefs de partis, anciens ministres français et européens ainsi que par des représentants d'associations antiracistes, de jeunesse politique, syndicale, associative, français, rwandais et européens, avait été publiée dans *Le Monde* (France), *Le soir* (Belgique), *Igihe* (Rwanda) et *New Time* (Rwanda). Cette tribune appelle le gouvernement français à rompre avec le silence sur la collaboration avec le régime génocidaire de certains hauts dirigeants français des années 90, avant, pendant et après le génocide contre les Tutsis au Rwanda en 1994.

Une lettre ouverte au Ministère des Affaires étrangères a été adressée par 44 parlementaires français de tous bords politiques et 43 parlementaires européens pour demander l'envoi d'une délégation parlementaire à Kigali en avril 2016 pour participer aux commémorations du génocide contre les Tutsis, Hervé Féron avait cosigné cette lettre ouverte qui malheureusement n'a pas reçu de réponse favorable.

L'actualité

Actualité

lundi 11 avril 2016 10:06
